

Convention collective départementale

IDCC : 2221. – **MENSUELS DES INDUSTRIES DES MÉTAUX
(ISÈRE ET HAUTES-ALPES)**

(13 septembre 2001)

(Bulletin officiel n° 2002-2 bis)

(Etendue par arrêté des 8 avril 2003 et 11 mai 2004)

**AVENANT DU 26 JANVIER 2007
RELATIF À L'ARTICLE 47 DE LA CONVENTION**

NOR : ASET0750416M

IDCC : 2221

Article 1^{er}

Dans le prolongement des rencontres entre les délégations des organisations signataires de la convention collective du 1^{er} octobre 2001, il a été arrêté et convenu le présent avenant, relatif au régime conventionnel de prévoyance.

Par accord exprès entre les parties signataires, il a été arrêté et convenu que la rédaction ci-après (art. 2 et 3) se substitue à compter du 1^{er} janvier 2007 aux dispositions antérieures ayant le même objet de l'article 47 et de l'annexe II de la convention collective précitée.

Les parties signataires confirment leur attachement à l'avenant interprétatif et modificatif du 30 septembre 2002, dont la validité pour l'avenir est confirmée par l'incorporation de son article 2, aux alinéas 2 et 3 de l'article 47, tel que résultant du présent avenant.

Article 2

Texte nouveau

Article 47

Garanties collectives de prévoyance

Les dispositions ci-après manifestent la volonté commune des parties signataires de faire bénéficier les salariés mensuels de garanties collectives leur permettant une protection effective en matière de risques tels que le décès, l'incapacité temporaire ou l'invalidité.

A l'exception des cas d'application de l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, les garanties prévues à l'article 47 de la convention collective des mensuels de la métallurgie de l'Isère et des Hautes-Alpes du

1^{er} octobre 2001 couvrent les risques décès – rente éducation, incapacité temporaire de travail, invalidité – incapacité permanente, dès lors que le sinistre est survenu postérieurement à la date à laquelle ledit article 47 s'applique aux entreprises comprises dans son champ d'application.

Par dérogation, les personnes victimes d'un accident du travail, de trajet ou d'une maladie professionnelle reconnus par la sécurité sociale, antérieurement à la date d'adhésion de l'entreprise, bénéficient des prestations définies à l'article 47.

Indépendamment des mesures de maintien de la rémunération en cas de maladie ou d'accident, telles que fixées à l'article 46, les mensuels bénéficiant d'une ancienneté minimale de 1 an dans une entreprise relevant du champ d'application professionnel et territorial de la présente convention collective bénéficieront des garanties suivantes.

A. – Couverture du risque décès. – Rente éducation

1. En cas de décès d'un mensuel, ou d'invalidité permanente et absolue, les bénéficiaires désignés lors des formalités d'adhésion reçoivent un capital fixé à 100 % de son salaire annuel brut, quelle que soit sa situation familiale.

Le salaire de référence est constitué de la rémunération brute des 12 derniers mois d'activité professionnelle, revalorisée de l'évolution de la valeur du point de retraite ARRCO et, le cas échéant, des augmentations générales survenues dans l'entreprise.

L'invalidité absolue et définitive reconnue par la sécurité sociale donnera lieu au versement de 100 % du capital décès.

Cette garantie sera accordée à tout assuré classé en invalidité 3^e catégorie, ou reconnu atteint d'une incapacité permanente à 100 % en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

2. Rente éducation.

En complément de la présente garantie décès, il est institué au profit de chacun des enfants de la victime une rente éducation annuelle, versée trimestriellement, et fixée à 8 % du salaire annuel brut servant de base à la détermination du capital décès.

Cette rente sera versée dès la survenance du sinistre et jusqu'au 18^e anniversaire de l'enfant.

Elle pourra être maintenue jusqu'au 25^e anniversaire tant que le jeune demeure à la charge du conjoint, notamment dans l'hypothèse d'une poursuite d'études.

Cette rente sera doublée pour les orphelins de père et de mère, et versée sans limite d'âge pour les enfants reconnus invalides ou en incapacité permanente à 100 %.

B. – Les garanties en cas d'incapacité temporaire de travail

En cas d'interruption complète de travail provoquée par une maladie ou un accident, l'assuré bénéficiera d'une indemnisation journalière en complément de celle versée par la sécurité sociale au terme d'un délai de franchise fixé à 90 jours consécutifs.

La prestation servie aura pour but de garantir à l'assuré, après déduction des sommes de toutes provenances ayant le même objet, le maintien partiel à hauteur de 80 % de sa rémunération antérieure nette d'activité, plafonnée aux tranches A et B. En aucune manière, le bénéfice des garanties stipulées ci-dessus ne pourra conduire le mensuel concerné à bénéficier d'un revenu supérieur à sa rémunération d'activité nette de toutes cotisations sociales, de CSG et de CRDS.

Le bénéfice des dispositions définies au B ci-dessus est subordonné à l'épuisement des droits à maintien de la rémunération à 100 % due au mensuel intéressé, selon son ancienneté dans l'entreprise, en application du barème figurant à l'article 46 de la convention collective.

Le versement de cette prestation complémentaire sera interrompu dans tous les cas suivants :

- au 1 095^e jour d'arrêt de travail ;
- à la date de reconnaissance d'une incapacité ou invalidité permanente.

Les périodes prises en charge par la sécurité sociale au titre de l'assurance maternité ne donnent pas lieu à l'attribution des prestations définies ci-dessus.

D'un commun accord entre les parties signataires, le financement de cette prestation, soit une cotisation de 0,24 %, est mis à la charge intégrale et exclusive du salarié.

C. – Les garanties d'invalidité-incapacité permanente

L'assuré classé en 1^{re}, 2^e ou 3^e catégorie d'invalidité, ou dont le taux d'incapacité permanente reconnu par la sécurité sociale par suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle est et demeure supérieur à 33 %, bénéficie d'une rente servie par l'assureur.

Cette rente sera versée dès sa reconnaissance de l'état d'invalidité ou d'incapacité permanente et, au plus tard, jusqu'au versement de la pension vieillesse par la sécurité sociale au titre de l'incapacité au travail.

Cet avantage sera versé en complément de celui attribué par la sécurité sociale, et après déduction des sommes de toutes provenances ayant le même objet :

- s'il s'agit d'une invalidité de 2^e ou 3^e catégorie ou d'une incapacité permanente d'un taux supérieur ou égal à 66 % : 80 % du salaire net de référence, déduction faite des prestations nettes versées par la sécurité sociale ;
- s'il s'agit d'une invalidité de 1^{re} catégorie : la rente est réduite dans la proportion de 3/5, soit 48 % de la rémunération nette antérieure d'activité de l'intéressé dans la limite des tranches A et B ;
- s'il s'agit d'une incapacité permanente d'un taux N compris entre 33 % et 66 % : la rente est alors égale à N/66 de la rente complète ;
- aucune rente ne sera versée par l'assureur dans l'hypothèse d'un taux d'incapacité permanente inférieur à 33 %.

Le bénéfice des garanties définies précédemment ne peut entraîner le versement de sommes de toutes natures supérieures au salaire net d'activité que recevait le salarié concerné, après déduction des cotisations sociales, de la CSG et de la CRDS.

Dans tous les cas où l'assuré, bien que reconnu par la sécurité sociale en état d'invalidité, reprend une activité professionnelle, la prestation complémentaire dont il bénéficie peut se cumuler avec son nouveau revenu professionnel.

Toutefois, le total constitué par le revenu d'activité, la pension ou la rente servie par la sécurité sociale et la prestation découlant du présent article ne peut dépasser 100 % du dernier salaire net d'activité.

Dans l'hypothèse d'un tel dépassement, la prestation complémentaire serait réduite à due conséquence.

La revalorisation de l'ensemble des rentes prévues aux A et B ci-dessus s'effectuera chaque année sur la base de l'évolution du point de retraite ARRCO, au 1^{er} jour du mois suivant celui de la publication du nouvel indice.

D. – Cotisations

L'assiette des cotisations est constituée par les rémunérations brutes réelles perçues par les mensuels assurés.

L'ensemble des garanties définies précédemment est consenti aux mensuels assurés en contrepartie d'une cotisation globale conventionnellement fixée à l'annexe II.

La répartition du coût de cette cotisation entre les mensuels et l'employeur sera réalisée pour moitié entre l'employeur et le salarié (50 %), au sein de chaque entreprise assujettie aux obligations définies par le présent article.

Toutefois, il est expressément convenu que cette part de cotisation supportée par le salarié, soit 50 %, inclut l'intégralité du financement de la prestation incapacité temporaire, soit 0,24 %, conformément au dernier alinéa du B ci-dessus.

E. – Organismes assureurs et gestionnaires

Dans le but de garantir une bonne organisation de la mutualisation des risques et la pérennité du présent régime conventionnel de prévoyance, celui-ci est mis en place en application des présentes dispositions, et sera géré dans le cadre d'une coassurance ou d'une réassurance entre les institutions désignées par voie d'avenant figurant en annexe II.

Les entreprises nouvelles relevant du champ d'application professionnel et territorial de la convention collective des mensuels de l'Isère et des Hautes-Alpes, n'ayant pas souscrit de contrat de prévoyance au profit de leur personnel mensuel, à la date d'application des présentes dispositions, sont tenues d'adhérer à compter de cette même date à l'une des institutions désignées en annexe.

Les entreprises dont tout ou partie du personnel mensuel bénéficiait déjà de garanties de prévoyance obligatoires à la date d'application des présentes dispositions, et couvrant les mêmes risques, auront la faculté de choisir :

- soit l'adhésion au présent régime conventionnel auprès de l'une des institutions désignées en annexe, étant précisé que cette institution conserve la possibilité, sur demande de l'entreprise, de proposer des garanties supplémentaires, facultatives et s'ajoutant au présent dispositif conventionnel ;

- soit le maintien de leur précédent régime à des niveaux de prestation supérieurs pour chaque garantie aux garanties minimales telles qu'exposées aux paragraphes A, B et C du présent article.

En dehors du cas des entreprises en création, toute adhésion d'une entreprise qui n'avait pas rejoint le régime conventionnel, instauré par l'article 47 de la convention collective du 1^{er} octobre 2001, fera l'objet d'une évaluation spécifique des risques en cours au sein de cette entreprise à la date d'adhésion. Dans ce cas, l'organisme assureur désigné recevant la demande d'adhésion de l'entreprise calculera la prime additionnelle, due par l'entreprise, nécessaire à la prise en charge des risques en cours et à la constitution des provisions correspondantes, et ce afin de sauvegarder au mieux l'équilibre technique du régime conventionnel.

Les institutions désignées sont tenues d'informer les signataires de la convention de toute difficulté ou litige dont elles auraient connaissance sur ce point particulier.

Les parties signataires conservent pour l'avenir la faculté, après examen paritaire approfondi des conditions de fonctionnement du régime, de procéder par appel d'offres au remplacement de l'un ou de l'autre des organismes assureurs ou gestionnaires. Cet examen interviendra dans le cadre d'une commission de suivi qui se réunira 1 fois par an.

Toute décision éventuelle de changement de prestataire dans les conditions fixées précédemment sera sans effet sur la continuité d'application des garanties stipulées au présent article. Tout nouvel organisme assureur ou gestionnaire, bénéficiaire du transfert, maintiendra dès sa désignation la parfaite continuité des garanties et prestations déterminées au présent article.

Les organismes désignés pour la gestion du régime s'engagent à fournir à toute entreprise adhérente qui en ferait la demande une notice d'information à l'attention des assurés retraçant avec précision le fonctionnement des garanties instituées au présent article.

Par ailleurs ces mêmes organismes présenteront annuellement aux partenaires sociaux, signataires de la convention collective, les résultats techniques du régime conventionnel défini au présent article.

Conformément au souhait des signataires, l'ensemble des dispositions décrites ci-dessus, ainsi que l'annexe II ci-après, entreront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2007 et feront l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

Article 3

Texte nouveau

ANNEXE II

Avenant particulier à l'article 47 de la convention collective
des mensuels de la métallurgie de l'Isère et des Hautes-Alpes

A. – En application de l'article 47-E de la convention précitée, sous réserve du respect des conditions d'éthique et d'information sollicitées par les organisations syndicales signataires, celles-ci ont procédé à la désignation des institutions de prévoyance suivantes :

- Premalliance Prévoyance, 47, avenue Marie-Reynard, 38100 Grenoble, représenté par sa délégation régionale Rhône-Alpes ;
- Ionis Prévoyance, 50, route de la Reine, 92100 Boulogne-Billancourt ;
- Médéric Prévoyance, 21, rue Laffitte, 75317 Paris Cedex 09, représenté par sa délégation régionale de Grenoble.

Les 3 institutions de prévoyance mentionnées ci-dessus assureront la gestion des cotisations et des prestations de l'ensemble des garanties conventionnelles, et l'assurance de ces mêmes garanties, à l'exclusion de la garantie rente éducation qui sera assurée par l'OCIRP (organisme commun des institutions de rente et de prévoyance).

B. – En application de l'article 47-D de la convention précitée, l'ensemble des garanties de prévoyance instaurées au profit des mensuels de la métallurgie de l'Isère et des Hautes-Alpes sera financé par une cotisation fixée à 1 % répartie pour moitié entre l'employeur et les salariés concernés, ces derniers supportant l'intégralité de la cotisation de 0,24 % relative à la couverture du risque incapacité temporaire.

Toute modification éventuelle des présentes résolutions s'effectuera dans le cadre des dispositions finales de l'article 47-E de la convention collective.

Article 4

Le présent avenant, établi en application des articles L. 132-1 et suivants du code du travail, est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et accomplissement des formalités de dépôt conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Meylan, le 26 janvier 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UDIMEC.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC ;

FO.